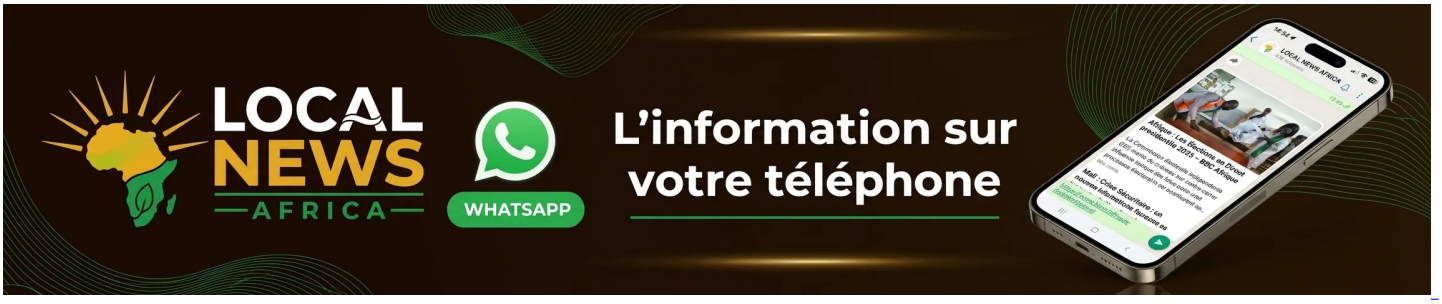


INDUSTRIE AFRICAINE

l'épargne du continent face au défi du financement des grandes entreprises

Auteur : **ACAKPO Sènakpon** | Publié le : **20 oct. 2026 à 10:49**



L'intérêt d'investisseurs issus de 51 pays africains pour l'ouverture du capital de la raffinerie Dangote remet au premier plan une question stratégique : comment mobiliser davantage les ressources financières africaines pour développer les capacités industrielles du continent ?

L’Afrique dispose d’une épargne, de marchés financiers et d’investisseurs capables de participer au financement de grandes entreprises. Pourtant, la mobilisation de ces ressources au service de la transformation industrielle reste un défi majeur. L’ouverture du capital de la raffinerie Dangote, au Nigeria, apporte une illustration concrète de cette problématique.

Selon les informations relayées par APAnews le 19 octobre 2026, des investisseurs provenant de 51 pays africains manifestent leur intérêt pour cette opération, qui attire également des souscripteurs de plusieurs dizaines de pays hors du continent. Au-delà de l’ampleur géographique annoncée, cette participation pose une question essentielle : dans quelle mesure les capitaux africains peuvent-ils contribuer à financer les entreprises qui transforment les économies du continent ?

Transformer l’épargne en capacité de production

L’industrialisation nécessite des investissements importants, souvent engagés sur plusieurs années avant de produire leurs pleins effets économiques. Raffineries, unités agroalimentaires, infrastructures énergétiques ou usines de matériaux de construction mobilisent des capitaux que les financements traditionnels ne peuvent pas toujours couvrir seuls.

Le cas Dangote illustre cette réalité. Implantée à Lekki, près de Lagos, la raffinerie représente un investissement d’environ 20 milliards de dollars et affiche une capacité nominale de traitement de 700 000 barils de pétrole brut par jour. Elle constitue un exemple de la manière dont un investissement industriel de grande dimension peut modifier les capacités de transformation d’une économie.

L’ouverture du capital permet d’envisager une participation plus large au financement de cet actif. Pour les investisseurs, elle offre la possibilité de détenir une part d’une entreprise industrielle plutôt que de limiter leurs placements aux produits d’épargne classiques ou aux titres de dette.

Cette perspective comporte néanmoins des risques. La rentabilité dépend des performances de l’entreprise, de ses coûts d’exploitation, de la conjoncture pétrolière et de sa capacité à maintenir ses débouchés commerciaux. La taille d’un projet ne suffit donc pas à en faire automatiquement un placement avantageux.

Des marchés africains encore difficiles à connecter

L’intérêt suscité par l’opération met également en évidence une difficulté structurelle : l’existence d’investisseurs dans plusieurs pays ne garantit pas que ceux-ci puissent investir facilement les uns chez les autres.

Les marchés financiers africains restent organisés autour de cadres réglementaires, de procédures et d'infrastructures qui ne sont pas toujours compatibles. L'accès à une offre publique étrangère peut nécessiter des démarches spécifiques, des intermédiaires agréés et des dispositifs adaptés aux règles du pays d'origine de l'investisseur.

Cette fragmentation limite les possibilités de circulation de l'épargne. Elle complique aussi le financement des entreprises qui souhaitent élargir leur base d'actionnaires au-delà de leur marché national.

La question dépasse ainsi le seul cas nigérian. Une intégration plus poussée des marchés de capitaux pourrait faciliter la mobilisation de ressources à l'échelle régionale, élargir le nombre d'investisseurs accessibles aux entreprises et contribuer à diversifier leurs sources de financement.

Cette évolution suppose cependant des règles transparentes, une information financière fiable, des mécanismes de protection des épargnants et une coopération renforcée entre les autorités de régulation.

Le potentiel de l'investissement régional en Afrique de l'Ouest

Pour les économies de l'UEMOA, cette problématique présente un intérêt particulier. La région dispose d'un marché financier régional organisé autour de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), qui permet aux entreprises et aux États de mobiliser des capitaux sur un espace dépassant les frontières nationales.

Le défi consiste à renforcer l'utilisation de ces instruments pour financer davantage les activités productives. Des entreprises agro-industrielles, des sociétés de transformation locale ou des groupes opérant dans l'énergie et les matériaux pourraient, sous réserve de remplir les conditions requises, diversifier leurs sources de financement grâce aux marchés de capitaux.

Une telle dynamique contribuerait à réduire la dépendance exclusive au crédit bancaire et à certains financements publics. Elle offrirait également aux investisseurs régionaux de nouvelles possibilités de participer au développement d'entreprises implantées dans leur environnement économique.

Mais l'accès à la Bourse n'est ni automatique ni adapté à toutes les entreprises. Il exige une gouvernance rigoureuse, des comptes fiables, une capacité à respecter les obligations d'information et une stratégie économique suffisamment solide pour convaincre les investisseurs.

La participation africaine ne suffit pas à mesurer le succès

Le nombre de pays représentés dans une opération financière constitue un indicateur intéressant de son rayonnement. Il ne renseigne toutefois pas, à lui seul, sur le montant réellement mobilisé auprès des investisseurs africains, la répartition des titres ou la part de capital qui leur sera finalement attribuée.

Dans le cas de Dangote, ces éléments devront être distingués des annonces relatives aux souscriptions. L'intérêt manifesté par des investisseurs ne signifie pas nécessairement que les actions demandées leur seront toutes attribuées, ni que leur investissement produira un rendement déterminé.

L'évaluation de l'opération devra donc porter sur ses résultats effectifs : le volume de capitaux levés, la diversité réelle de l'actionnariat, les conditions d'accès des investisseurs étrangers et l'utilisation des fonds mobilisés.

L'enjeu est aussi celui de la durée. Pour financer durablement l'industrialisation, l'Afrique a besoin de mécanismes capables de soutenir les entreprises au-delà des opérations ponctuelles, tout en préservant la confiance des investisseurs.

L'intérêt suscité par la raffinerie Dangote ouvre ainsi une réflexion qui dépasse les frontières du Nigeria : celle de la capacité des économies africaines à faire de leurs propres ressources financières un levier plus puissant de transformation productive.

Local News Africa — Informer • Inspirer • Développer

PUBLICITÉ

